

N° 48/CA du répertoire

N°05-135/CA du Greffe

Arrêt du 07 juin 2007

Affaire : Syndicat des Travailleurs du Centre
National Hospitalier et Universitaire Hubert
Koutoukou MAGA de Cotonou (SYNTRA-CNHU)

C/

Directeur du Centre National Hospitalier et
Universitaire Hubert Koutoukou MAGA de Cotonou

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 10 octobre 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 14 octobre 2005 sous numéro 1199/GCS, par laquelle le Syndicat des Travailleurs du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou MAGA de Cotonou (SYNTRA-CNHU) a introduit un recours de plein contentieux contre le Directeur dudit Centre Hospitalier, suite à :

- la décision de procéder à des défalcatons sur les salaires pour fait de grève ;

- la circulaire n° 773/MSP/CNHU-HKM/DA/SAP du 05 octobre 2005 demandant à tous les chefs de services la liste de leurs agents avec précision de l'appartenance syndicale de chacun ;

- la lettre n° 1732/MSP/CNHU-HKM/DA/SAF/DRH/SP du 03 octobre 2005 demandant au Secrétaire général du SYNTRA/CNHU-HKM la liste des militants de ce syndicat ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Louis René KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 3400/GCS du 26 octobre 2005, le requérant a été invité, conformément aux dispositions de l'article 682 du Code Général des Impôts, à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête ; que cette correspondance n'a pas eu de suite ;

Considérant que par lettre n° 3399/GCS du 26 octobre 2005, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au Greffe de la Cour la somme de Cinq Mille (5000) francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisée ; que la mise en demeure est également restée sans suite ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 prescrit en son article 45 :

« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

Article 1^{er}.- Le Syndicat des Travailleurs du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou MAGA de Cotonou (SYNTRA-CNHU) est déchu de son action.

Article 2.- Le présent Arrêt sera notifié au requérant, au Directeur du Centre National Hospitalier et Universitaire Hubert Koutoukou MAGA de Cotonou, à l'Agent Judiciaire du Trésor et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3.- : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative.

PRESIDENT ;

Joséphine OKRY-LAWIN	{	
et	{	CONSEILLERS ;
Victor ADOSSOU	{	

Et prononcé à l'audience publique du jeudi sept juin
Deux mil sept, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus
en présence de :

Louis René KEKE

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène O. AÏTCHEDJI

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président Rapporteur,

le Greffier,


G. ALAYE.-


I. O. AÏTCHEDJI.-

